Élections Législatives du 23 Novembre 1958

PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

2me Circonscription - Montdidier



Electeurs, Electrices,

Nous avons été désignés par les sections socialistes de la 2e circonscription comme candidat titulaire et candidat remplaçant aux élections législatives et nous venons vous exposer les raisons qui nous font vous demander vos suffrages.

Le Référendum a dégagé une majorité importante pour approuver la nouvelle Constitution et l'action du Gouvernement actuel. Ce succès est dû pour une large part à l'adhésion agissante apportée par notre Parti. Nous avons nous-mêmes voté « OUI » et appelé nos amis à voter « OUI ».

Cette Constitution si largement acceptée va entrer en application ; il s'agit de la bien utiliser et d'en faire un instrument de travail efficace. Sans renier notre action passée, nous entendons nous placer à l'avant-garde de la Ve République et apporter aux Français les résultats qu'ils attendent.

Nous vous devons d'abord d'évoquer à l'appui de notre candidature le passé de réalisations du parti socialiste.

LES RESULTATS DE 1936 :

Congés payés.
Quarante heures.
Conventions collectives.
Office du Blé.
Scolarité portée à 14 ans.

LES RESULTATS DE 1956 :

Fonds de Solidarité Vieillesse.
Abattements des zones de salaires.
Trois semaines de congés payés.
Préavis de licenciement d'un mois.

Nous avons aussi le droit de nous targuer des effets heureux de l'activité du Gouvernement actuel auquel nos amis — **Guy MOLLET** et **Max LEJEUNE** au premier rang — ont apporté un concours sans réserve :

— Restauration des libertés démocratiques.

— Solution de principe du problème de l'Afrique Noire.

— Progrès considérables dans les difficultés d'Algérie.

— Elaboration d'une Constitution et d'une loi électorale parant aux déficience de la IVe République.

Toutes ces références devraient être à vos yeux déterminantes. Nous estimons qu'elles ne nous dispensent pas cependant de vous donner les grandes lignes de notre programme d'avenir.

SITUATION ÉCONOMIQUE

Certes, on voit apparaître la menace de difficultés économiques. Certaines entreprises diminuent les heures de travail ; certaines procèdent à des réductions de personnel. Les produits fabriqués ne trouvent plus à s'écouler normalement, les chiffres d'affaires baissent.

Nous pensons qu'il faut lutter à outrance contre cette crise menaçante.

Il faut agir énergiquement pour maintenir d'abord le niveau record de production actuellement atteint et ensuite poursuivre l'expansion économique. Pour cela il faut rejeter toutes mesures restrictives des investissements et du volume du crédit et au contraire envisager de donner à l'économie le coup de fouet indispensable.

Il n'y a pas d'**amélioration du pouvoir d'achat individuel** sans accroissement du revenu national, on ne peut distribuer que ce qui est produit. Il faut donc **favoriser le développement industriel, maintenir au commerce sa rémunération normale, développer et protéger l'artisanat.** Le plein emploi, c'est-à-dire la suppression permanente de toute forme de chômage, est un but qu'il est essentiel d'atteindre.

Il faut également permettre à tous les travailleurs de recevoir un salaire, suffisant à lui assurer à lui et à sa famille, la vie décente à laquelle il a droit.

AGRICULTURE

Fils d'un ancien ouvrier agricole, j'ai gardé de mes origines modestes, l'empreinte des difficultés, des misères des foyers ruraux.

Nous savons qu'il faut lutter contre le malaise paysan, accroître le revenu agricole global, le bien-être du paysan et celui du salarié agricole.

Il faut sauver l'exploitation familiale, l'aider à s'équiper, à s'adapter au progrès, délivrer l'exploitant de l'insécurité qui le décourage, assurer au salarié agricole des conditions décentes de vie.

Il faut des chemins, de l'électricité, de l'eau.

En résumé, nous demandons pour le travailleur de la terre, l'égalité avec les autres citoyens, la sécurité économique, la sécurité sociale, le mieux-être, l'émancipation professionnelle.

PROGRAMME SOCIAL

Quel que soit le revenu national il importe qu'il en soit fait une répartition équitable. Il faut assurer :

La sécurité du travailleur.
La sécurité de la vieillesse.

Il faut aussi assurer une équitable distribution des charges entre les citoyens, par une **réforme fiscale** profonde qui apporte simplicité et clarté là où règnent actuellement l'obscurité et la complexité.

Il faut débarrasser les Industriels et Commerçants de la tenue des comptabilités fiscales compliquées, des contrôles tracassiers et désagréables à supporter.

LOGEMENT. — Nous ne surprendrons personne en écrivant que nous sommes partisans de la lutte à outrance contre la crise du logement. Il faut élever les crédits pour la construction en locatif par les collectivités et les organismes H.L.M. Il faut aussi augmenter l'aide à l'accession à la propriété qui est de loin le moyen le plus certain dans les petites communes.

ENSEIGNEMENT

Il faut que nos maîtres jouissent de la situation matérielle et de la considération que méritent leur compétence et leur dévouement.

L'Ecole de la République doit être maintenue hors de portée de toute attaque.

PROBLÈMES D'OUTRE-MER

Par leur vote massif au Référendum, les populations d'Afrique Noire ont donné leur adhésion à la communauté française. Il ne faut pas les décevoir dans la mise au point du fonctionnement de cette communauté. La politique du gouvernement actuel de GAULLE - Guy MOLLET, prolongement de la politique Guy MOLLET-DEFERRE doit être poursuivie.

PROBLÈMES ALGÉRIENS

La crise algérienne est correspondante à une préoccupation essentielle. Le but à atteindre est la coexistence harmonieuse des deux Communautés dans la reconnaissance d'une totale égalité des droits.

Il est nécessaire de RETABLIR AU PLUS TOT LA PAIX, il y a donc lieu de rechercher un CESSEZ-LE-FEU, accompagné de garanties réciproques.

Il ne pourra être de solution à ce dramatique problème, c'est-à-dire résultant de négociations avec les représentants qualifiés de la population, **sans aucune exclusive.** Chaque jour qui passe rend de plus en plus urgente une telle solution.

POLITIQUE INTERNATIONALE

Nous tenons à bien affirmer que pour nous l'essentiel demeure une Paix DÉSARMÉE sans laquelle il ne peut exister dans le monde une liberté totale pour les peuples et les individus ni espoir pour les générations futures.

Notre Circonscription n'a pas d'unité particulière comme chaque arrondissement d'autrefois ; elle n'a pas, par conséquent, pris conscience d'intérêts qui lui soient propres.

A l'heure où l'on parle tant **de renouveau, de rajeunissement**, vous pouvez compter sur nous, pour chacune des communes, pour chacun des cantons de la circonscription.

Interprètes fidèles de votre volonté, nous saurons en conscience et avec dévouement défendre votre circonscription.

Fidèles à nos origines, nous entendons agir contre toute politique partisane, pour le social et l'humain.

Je vous demande de nous faire confiance, de voter pour

Yves MERCHER

Inspecteur des P.T.T.
Croix de Guerre 1939-1945. — Chevalier du Mérite Social
Maire-Adjoint d'Amiens.

Remplaçant éventuel : **Paul DOMISSE,** Conseiller Général
Maire de Fouilloy.

CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

R. CARPENTIER Montdidier 11-1958